

**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
23 février 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

**Mémoire de l'Organisme pour l'interdiction
des armes nucléaires en Amérique latine
et dans les Caraïbes**

1. Conformément aux décisions sur la documentation de référence adoptées par le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, le Secrétaire général de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) a établi un mémoire concernant les activités relatives au Traité qui ont été menées depuis la Conférence de 2010.

**Système de contrôle du Traité visant l'interdiction des armes
nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité
de Tlatelolco) et activités régionales et internationales
de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires
en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL)**

**Respect des obligations établies par le système de contrôle
du Traité de Tlatelolco**

2. L'article 14 du Traité de Tlatelolco fait obligation aux Parties contractantes de présenter à l'Organisme des rapports semestriels attestant qu'aucune activité interdite par les dispositions du Traité n'a eu lieu sur leurs territoires respectifs. La date des derniers rapports présentés par les États membres de l'OPANAL figure à l'annexe I.

3. Le Secrétaire général continuera d'encourager toutes les Parties contractantes à soumettre leurs rapports deux fois par an, comme le prévoit l'article 14 du Traité.

4. L'article 23, qui ne fait pas officiellement partie du système de contrôle, énonce une autre obligation majeure des États parties. Cet article dispose qu'après l'entrée en vigueur du traité, tout accord international qui serait conclu par une des Parties contractantes, sur des questions qui font l'objet dudit traité, serait notifié immédiatement au Secrétariat. Contrairement à l'article 14, cet article n'impose pas de périodicité particulière aux États pour faire leur notification (voir annexe II).



Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC)

5. Depuis la création de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) le 3 décembre 2011 à Caracas, les chefs d'État et de gouvernement de ces pays prennent soin de clairement faire connaître la position de la région sur la question du désarmement nucléaire. À l'occasion de la création de la CELAC ils ont publié un communiqué spécial sur l'élimination totale des armes nucléaires dans lequel ils ont confirmé la fierté de l'Amérique latine et de la Caraïbe « d'être la première région fortement peuplée du monde à se déclarer zone exempte d'armes nucléaires par le biais du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) » (voir par. 2 de la déclaration contenue dans le document A/66/647, annexe).

6. Dans la déclaration finale issue du premier Sommet de la CELAC, tenu à Santiago, les 27 et 28 janvier 2013, les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont réaffirmé l'appui que leurs États apportaient au Traité sur la non-prolifération et à la conclusion d'instruments juridiquement contraignants menant vers un désarmement nucléaire total, irréversible et vérifiable (voir A/67/842, par. 47).

7. L'année suivante, dans la déclaration finale issue du deuxième Sommet de la CELAC, tenu à La Havane, les 28 et 29 janvier 2014, les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont réaffirmé « l'importance de la collaboration et de la coopération entre la CELAC et [l'OPANAL], organisme spécialisé régional afin de concerter des positions communes et de mener des travaux conjoints en matière de désarmement nucléaire » (voir par. 72 de la déclaration, contenue dans le document A/68/914, annexe). Dans la déclaration spéciale sur le désarmement nucléaire que les chefs d'État et de gouvernement ont publiée à l'issue du sommet, ils ont également réaffirmé l'importance que revêtaient « l'établissement de liens et la coopération entre la CELAC et l'OPANAL, organisme spécialisé de la région, pour la définition d'une position commune, et les travaux conjoints visant à parvenir au désarmement nucléaire » (voir par. 25).

8. Dans la déclaration politique issue du troisième Sommet de la CELAC, tenu à Belén (Costa Rica), les 28 et 29 janvier 2015, les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont réaffirmé que le désarmement nucléaire total, transparent, irréversible et vérifiable constituait un objectif essentiel de la Communauté et que l'élimination totale et l'interdiction des armes nucléaires était la seule véritable garantie contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes. Dans ce contexte, les États membres de la CELAC se sont déclarés favorables à la négociation d'un instrument juridiquement contraignant de portée universelle qui interdise les armes nucléaires et soit assorti d'un calendrier arrêté à l'échelle multilatérale. De même qu'au deuxième Sommet, les États ont adopté une déclaration spéciale sur le désarmement nucléaire portant spécifiquement sur le besoin urgent d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, dans laquelle ils ont réaffirmé que l'OPANAL était l'organisme spécialisé de la CELAC en matière de désarmement nucléaire.

Relations internationales de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

9. L'OPANAL entretient des relations avec plusieurs organisations internationales et organisations de la société civile. Il a participé au débat général de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et son Secrétaire général, Luiz Filipe de Macedo Soares, s'efforce de faire en sorte que l'Organisme puisse prendre part à un groupe de discussion ayant un rapport avec ses activités au cours du débat thématique de la Première Commission. En outre, le Secrétaire général a pris part aux sessions du Comité préparatoire du TNP et sera présent à la Conférence d'examen qui doit se tenir en avril et mai 2015.

10. Le secrétariat a communiqué des informations pour les rapports du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur des thèmes relatifs aux travaux de l'OPANAL, comme il lui avait été demandé.

11. L'OPANAL a participé activement et apporté son soutien aux trois conférences des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie, les deux premières ayant été organisées par le Mexique (2005) et le Chili (2010).

12. L'OPANAL entretient des relations étroites avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), comme le prévoient les articles 13 et 19 du Traité de Tlatelolco. En 2011, l'ancienne Secrétaire générale de l'OPANAL, Gioconda Ubeda Rivera, a participé au « Forum de l'AIEA sur l'expérience pouvant présenter un intérêt pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) au Moyen-Orient », qui s'est tenu à Vienne les 21 et 22 novembre. En 2012, le Directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano, a participé à un séminaire international de l'OPANAL sur l'expérience de la zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et les perspectives à l'horizon 2015 et au-delà, tenu à Mexico les 14 et 15 février.

13. De plus, le 16 juin 2011, l'ancienne Secrétaire générale de l'OPANAL a pris part à la séance plénière de la Conférence du désarmement à Genève et le Secrétaire général actuel prévoit d'y participer en mars 2015.

14. Au cours des cinq dernières années, les secrétaires généraux de l'OPANAL ont également participé à plusieurs séminaires et ateliers sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire organisés par les ministères des affaires étrangères et d'autres institutions des États membres suivants : Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, Mexique, Pérou et Uruguay.

15. L'OPANAL coopère étroitement avec l'Organisation des États américains (OEA). En 2010, l'ancienne Secrétaire générale a assisté à la trente-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA. En application de la résolution AG/RES.2624 (XLI-O/11) de l'Assemblée générale de l'OEA intitulée « Consolidation du régime établi dans le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) », les secrétaires généraux ont pris la parole devant la Commission sur la sécurité continentale en 2013 et 2014.

16. L'Organisme a également tenu des réunions bilatérales avec le Secrétaire de l'Agence argentino-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires et le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation

du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE). Tous ces représentants de haut niveau, ainsi que le Haut-Représentant des Nations Unies pour les affaires de désarmement, ont participé au séminaire international mentionné au paragraphe 12.

17. En ce qui concerne les relations de l'OPANAL avec les organisations de la société civile, des rencontres se tiennent depuis 2010 entre les secrétaires généraux et des représentants d'organisations telles que Maires pour la paix, Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement, Soka Gakkai International, Non-Proliferation for Global Security Foundation, Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, Global Security Institute, Global Consortium on Security Transformation et World Future Council Foundation.

18. Le 23 octobre 2013, le Traité de Tlatelolco, qui figurait parmi 24 initiatives en lice, s'est vu décerner le Future Policy Award 2013 présenté par le World Future Council, le Bureau des affaires de désarmement et l'Union interparlementaire.

19. L'OPANAL maintient des échanges avec plusieurs établissements universitaires tels que le James Martin Center for Non-Proliferation Studies de l'Institut d'études internationales de Monterey et l'Institut latino-américain pour la communication éducative, tout comme plusieurs universités d'Amérique latine.

Observations, position et résolutions de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes sur les questions liées au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, notamment en ce qui concerne les mesures énoncées dans le chapitre intitulé « Conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi » [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)]

I. Désarmement nucléaire

Mesures n°3 à 6 : perfectionnement des armes nucléaires

20. Au cours de la vingt-troisième session ordinaire, qui s'est tenue à Buenos Aires les 21 et 22 août 2013, la Conférence générale de l'OPANAL a adopté la résolution CG/Res.563 sur l'urgence de procéder à un désarmement nucléaire général et complet, dans laquelle elle a demandé qu'il soit mis un terme au développement et au perfectionnement des armes nucléaires (par. 4).

21. En octobre 2014, au cours de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a fait circuler la déclaration publiée par les États membres de l'OPANAL à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, dans laquelle ils ont appelé les États dotés d'armes nucléaires à « ne plus mettre au point de nouveaux types d'armes nucléaires » (voir A/C.1/69/2, annexe, par. 4).

Mesures n°3 à 7 : instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires

22. Toujours dans cette déclaration, les États membres de l'OPANAL ont affirmé « qu'il faut d'urgence entamer des négociations en vue de l'adoption rapide d'un

instrument universel juridiquement contraignant visant à interdire la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'utilisation ou la menace de l'utilisation d'armes nucléaires et à assurer la destruction de ce type d'armes de manière transparente, irréversible et vérifiable et selon un calendrier approuvé à l'échelon multilatéral » (ibid., par. 2).

Mesure n°5 : article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

23. Dans leur déclaration de 2011, les États membres de l'OPANAL ont affirmé que « c'est là la responsabilité de tous les États, et en particulier des États dotés d'armes nucléaires, dont on attend qu'ils s'engagent à prendre rapidement les initiatives tendant au désarmement nucléaire énoncées dans la mesure n° 5 du Document final de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010 en vue de l'entrée en vigueur des dispositions de l'article VI du Traité » (voir A/C.1/66/2, annexe, par. 20).

Mesure n°5 c) : rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité

24. Dans leur déclaration de 2014, les États membres de l'OPANAL ont demandé « à tous les États, et en particulier aux États dotés d'armes nucléaires, de faire en sorte que les armes nucléaires n'aient plus de place dans leurs doctrines et leurs stratégies militaires et leurs politiques de sécurité » (voir A/C.1/69/2, annexe, par. 3).

Garanties de sécurité

Mesures n°s 6 et 7 : Conférence du désarmement

25. Le 22 août 2013, la Conférence générale de l'OPANAL a adopté la résolution CG/Res.563, consacrée à la nécessité de parvenir de toute urgence à un désarmement nucléaire général et complet, où elle pressait la Conférence du désarmement de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour que des travaux de fond soient entrepris sans délai, en adoptant et en mettant en œuvre un programme de travail équilibré et exhaustif qui contribue à la réalisation des objectifs du désarmement nucléaire (par. 7).

Mesures n°s 7 et 8 : Menace ou emploi d'armes nucléaires

26. Dans leur déclaration de 2011, les États membres de l'OPANAL ont réaffirmé que la menace ou l'emploi des armes nucléaires constituaient une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité (voir A/C.1/66/2, par. 4).

Mesure n° 9 : Garanties négatives de sécurité

27. Dans la même déclaration, les États membres de l'OPANAL ont affirmé qu'il était dans l'intérêt légitime des États non dotés d'armes nucléaires d'obtenir des États qui en étaient dotés des garanties juridiquement contraignantes sans équivoque par lesquelles ces derniers s'engageraient à ne pas employer de telles armes contre eux et à ne pas menacer de le faire (ibid., par. 5).

Mesure n° 9 : Déclarations interprétatives des États dotés d'armes nucléaires aux Protocoles additionnels au Traité de Tlatelolco

28. Le 8 décembre 2010, pendant sa soixante-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, sans la mettre aux voix, la résolution 65/40 intitulée « Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) », où elle encourageait les États qui avaient ratifié les protocoles pertinents du Traité de Tlatelolco à revoir toute réserve qu'ils auraient pu formuler à leur égard, conformément à la mesure n° 9 du Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 (par. 3).

29. Le 5 décembre 2013, l'Assemblée générale a également adopté la résolution 68/26, dont le titre et la teneur sont identiques à ceux de la résolution 65/40.

30. Dans le communiqué de presse, publié le 26 juin 2014, les États membres de l'OPANAL se sont réjouis que les cinq États dotés d'armes nucléaires aient signé le Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale le 6 mai 2014, à New York. Ils ont déclaré que, pour bien asseoir ces zones, il était essentiel que les États dotés d'armes nucléaires signent les protocoles aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et, à cet égard, que toute restriction des termes et de la portée des protocoles nuirait à l'objet et au but des traités en question.

Mesure n° 9 : Création d'organes permanents dans les zones exemptes d'armes nucléaires

31. Dans leur déclaration de 2011, les États membres de l'OPANAL ont engagé toutes les autres zones exemptes d'armes nucléaires à envisager elles aussi de créer des organes permanents comme ceux institués par les Traités de Tlatelolco et Pelindaba (voir A/C.1/66/2, annexe, par. 10).

Mesure n° 9 : Création d'autres zones exemptes d'armes nucléaires

32. Dans la même déclaration, les États membres de l'OPANAL ont déclaré attendre des progrès dans la délimitation de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires comme celles qu'il est proposé de créer en Asie du Nord-Est et au Moyen-Orient (ibid., par. 13).

Essais nucléaires

Mesure n° 10 : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)

33. Toujours dans la même déclaration, les États membres de l'OPANAL ont de nouveau demandé « que soient interdites toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires fasse l'objet d'une adhésion universelle, en particulier de la part de tous les États dotés d'armes nucléaires et des États visés à l'annexe 2 du Traité » (ibid., par. 17).

34. Le 12 janvier 2012, le Guatemala est devenu le trente et unième État membre de l'OPANAL à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Cuba et la Dominique ne l'ont encore ni signé, ni ratifié, mais comme ces pays ne figurent pas à l'annexe 2 du Traité, ils ne bloquent pas son entrée en vigueur.

35. En avril 2013, le Conseil de l'OPANAL a réaffirmé, dans sa résolution C/Res.55, qu'il condamnait avec la plus grande fermeté les essais nucléaires réalisés où que ce soit dans le monde (par. 1). Il y exhortait en outre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et à adopter sans délai un moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires et toute autre explosion nucléaire (par. 2).

Autres mesures à l'appui du désarmement nucléaire

Mesure n° 19 : Coopération avec d'autres zones exemptes d'armes nucléaires

36. À sa vingt-troisième session ordinaire tenue à Buenos Aires les 21 et 22 août 2013, la Conférence générale a adopté la résolution CG/Res.554 consacrée au programme stratégique de l'OPANAL, dans laquelle elle a affirmé que la coopération avec les autres zones exemptes d'armes nucléaires, les organisations internationales compétentes et les entités de la société civile était indispensable pour mettre en place des mesures concrètes de désarmement nucléaire.

37. Dans sa résolution 65/40, l'Assemblée générale des Nations Unies a exhorté les États membres de l'OPANAL à « poursuivre l'action qu'il mène pour donner effet aux accords conclus à la première et à la deuxième Conférences des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et des États signataires » (par. 4).

II. Non-prolifération nucléaire

Mesure n° 26 : Non-prolifération des armes nucléaires

38. Les 33 États membres de l'OPANAL sont tous parties au TNP et ont chacun conclu un accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément à l'article III du TNP et à l'article 13 du Traité de Tlatelolco.

III. Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Mesure n° 47 : Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

39. Dans leur déclaration de 2014, les États membres de l'OPANAL ont réaffirmé le droit inaliénable que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reconnaît à tous les États, sans discrimination, de poursuivre des travaux de recherche en vue de développer la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (voir A/C.1/69/2, annexe, par. 6).

Déclaration du Secrétaire général de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

La Conférence de l'an prochain pourrait porter sur quatre thèmes. Le premier est le renforcement des zones, qui exige que celles-ci échangent des informations sur leur situation spécifique et les problèmes qu'elles rencontrent.

Le deuxième concerne les garanties négatives de sécurité, qui sont cruciales pour les zones. Dans la mesure où les États membres des zones ont pris des engagements juridiquement contraignants vis-à-vis de tous les autres États, y compris ceux dotés d'armes nucléaires, il est indispensable, sur les plans moral, politique et juridique, que ces derniers prennent des engagements réciproques sous forme de traité.

Une troisième question, qui doit être traitée de toute urgence, est la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nul ne peut ignorer les obstacles que rencontrent les États de la région pour atteindre cet objectif universel, mais ces obstacles ne doivent pas nous servir d'excuse pour ne pas y travailler.

Quand, il y a de cela quelque 50 ans, des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont engagé les négociations qui ont mené à l'adoption du Traité de Tlatelolco, la situation politique et stratégique de notre région, qui subissait notamment l'effet de la rivalité des superpuissances en pleine guerre froide, n'aurait pas pu être plus défavorable à une telle entreprise. Dans une grande partie de la région, les régimes politiques au pouvoir et le peu de confiance que se vouaient de nombreux États n'étaient pas propices à un accord stratégique.

Annexe I

Statut de l'application de l'article 14 du Traité de Tlatelolco

<i>État Membre</i>	<i>Rapports reçus avant la fin du premier semestre 2010</i>	<i>Rapports reçus avant la fin du second semestre 2014</i>
Antigua-et-Barbuda	30 juin 1995	31 janvier 2015
Argentine	30 juin 2010	30 juin 2014
Bahamas	30 juin 2010	30 juin 2010
Barbade	31 décembre 1984	31 décembre 1984
Belize**		30 juin 2014
Bolivie	30 juin 2009	15 novembre 2011
Brésil	30 juin 2010	31 décembre 2014
Chili	31 décembre 2009	31 décembre 2013
Colombie	30 juin 2010	30 juin 2014
Costa Rica	30 juin 2009	22 juillet 2014
Cuba	30 juin 2010	31 décembre 2014
Dominique	12 juin 2010	16 août 2013
El Salvador	30 juin 2009	30 juin 2014
Équateur	30 juin 2010	30 juin 2014
Grenade	30 juin 1981	31 janvier 2014
Guatemala	30 juin 2009	31 décembre 2013
Guyana*		15 décembre 2014
Haïti	30 juin 1996	31 décembre 2013
Honduras	31 décembre 1989	31 décembre 1989
Jamaïque	30 juin 2010	31 décembre 2013
Mexique	30 juin 2010	31 décembre 2014
Nicaragua	30 juin 2005	31 décembre 2013
Panama	30 juin 2001	30 juin 2011
Paraguay	30 juin 1998	1 ^{er} juillet 2013
Pérou	30 juin 2008	31 décembre 2013

<i>État Membre</i>	<i>Rapports reçus avant la fin du premier semestre 2010</i>	<i>Rapports reçus avant la fin du second semestre 2014</i>
République dominicaine	31 décembre 1999	29 mars 2013
Sainte-Lucie*		25 juillet 2013
Saint-Kitts-et-Nevis*		30 juin 2014
Saint-Vincent-et-les Grenadines	31 décembre 2007	31 juillet 2014
Suriname	31 décembre 1993	30 juin 2011
Trinité-et-Tobago	31 décembre 2005	24 juillet 2013
Uruguay	30 juin 2008	30 juin 2014
Venezuela	31 décembre 2009	31 décembre 2013

* A appliqué l'article 14 pour la première fois en 2012.

** A appliqué l'article 14 pour la première fois en 2013, première année où tous les États membres ont envoyé leur rapport.

Annexe II

Statut de l'application de l'article 24 du Traité de Tlatelolco

<i>État Membre</i>	<i>Rapports reçus avant le 16 février 2014</i>
Antigua-et-Barbuda*	3 février 2015
Argentine*	22 octobre 2014
Bahamas	10 mai 2007
Barbade	10 avril 1984
Belize	
Bolivie*	23 novembre 2011
Brésil	23 septembre 2013
Chili	25 février 2005
Colombie*	2 avril 2014
Costa Rica	
Cuba*	8 janvier 2014
Dominique*	12 septembre 2012
El Salvador	22 septembre 2010
Équateur	25 août 2014
Grenade	13 septembre 1980
Guatemala	2 décembre 2010
Guyana	16 septembre 2010
Haïti	31 juillet 1973
Honduras	8 novembre 2010
Jamaïque	9 août 2013
Mexique	31 décembre 2014
Nicaragua	27 août 2010
Panama	4 février 1986
Paraguay*	1 ^{er} juillet 2013
Pérou	20 janvier 2014
République dominicaine	7 août 1987

<i>État Membre</i>	<i>Rapports reçus avant le 16 février 2014</i>
Sainte-Lucie*	25 juillet 2013
Saint-Kitts-et-Nevis*	6 juin 2014
Saint-Vincent-et-les Grenadines	
Suriname	16 septembre 2010
Trinité-et-Tobago	25 juillet 2013
Uruguay*	1 ^{er} septembre 2011
Venezuela*	14 janvier 2014

* A appliqué l'article 24 pour la première fois entre novembre 2010 et février 2015.
